



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Autriche et Slovénie

Une publication du SE de Vienne et de son antenne de Ljubljana
n° 21 – juin-juillet 2024

Autriche

Le chiffre du mois à retenir

0,15 EUR/kWh

La subvention maximale de l'Etat en faveur du prix de l'électricité depuis le 1^{er} juillet 2024, contre 0,30 EUR/kWh de décembre 2022 à juin 2024

Zoom sur...

Le recul de la compétitivité de l'Autriche : dans la dernière édition du classement international de l'International Institute for Management Development (IMD) sur la compétitivité, publiée le 18 juin 2024, l'Autriche perd deux places, passant du 24^{ème} au 26^{ème} rang mondial sur les 67 pays étudiés. Ce recul prolonge la tendance de ces dernières années, l'Autriche ayant perdu dix places depuis 2020 (16^{ème}). Selon le rapport de l'IMD, la position de l'Autriche continue de se dégrader dans trois des quatre rubriques évaluées par l'IMD avec une rétrogradation particulièrement marquée dans celle de la performance de l'économie (33^{ème} contre 22^{ème} en 2023). Le pays est fortement pénalisé par son niveau élevé d'inflation et l'absence d'investissements étrangers (rang 37 pour ces deux sous-rubriques). L'Autriche perd quatre places par rapport à 2023 s'agissant du cadre juridique et institutionnel et poursuit son recul depuis 2020 en passant de la 25^{ème} à la 40^{ème} place. Ce recul s'explique notamment par la mauvaise performance de la sous-rubrique « politique fiscale » (64^{ème} place sur 67 pays étudiés). De même pour la rubrique « efficacité des entreprises » où l'Autriche perd trois places en 2023 pour être au 29^{ème} rang, contre le 16^{ème} en 2020. Le résultat de l'Autriche dans la dernière rubrique, sur la qualité des infrastructures, s'est légèrement amélioré (14^{ème} contre 15^{ème} en 2023, mais reste en dessous du niveau de 2020 (10^{ème})). La qualité des infrastructures est perçue comme la principale force de l'Autriche, notamment en matière de santé et d'environnement (7^{ème} en 2024).

Activités macroéconomiques & financières

Prévisions et indicateurs

Les recommandations 2024 de l'OCDE

Lors d'une conférence de presse en présence des ministres autrichiens du Travail et de l'Economie, des Finances, du Climat (+énergie et transports), le secrétaire général de l'OCDE Mathias Cormann a présenté le 8 juillet à Vienne l'édition 2024 du rapport de l'organisation internationale. Parmi les Etats membres de l'OCDE, **l'Autriche se classe à la 9^{ème} place en termes de PIB par habitant**. Si l'OCDE reconnaît que l'Autriche a réussi à traverser sans difficulté majeure les crises sanitaire, puis énergétique et enfin inflationniste, ses recommandations portent sur une **amélioration de la productivité**, une **réforme de la fiscalité** orientée vers une croissance durable, la **lutte contre les inégalités sociales**, notamment par le biais d'une meilleure intégration des jeunes migrants, ainsi qu'une **décarbonation de l'économie** et une **adaptation au changement climatique**. L'OCDE réitère ses conseils comme de réformer le système de santé, jugé trop onéreux, de revoir la pression fiscale sur le travail, de mieux développer les structures d'accueil de la petite enfance pour favoriser l'emploi à temps plein des femmes, d'assurer la soutenabilité sur le long terme du régime de pension en liant l'âge de départ à la retraite à l'espérance de vie. **Selon l'organisation internationale, le déficit public autrichien resterait limité à -2,8 % cette année, sans grande variation en 2025 (-2,7 %).**

Croissance à moyen-terme : l'Autriche peine à suivre la moyenne des membres de la zone euro

Selon les projections à moyen terme (2024-2028) de l'institut de recherche économique Wifo, la croissance autrichienne redeviendrait légèrement positive, après le repli de 2023 (-0,8 %). En moyenne, le PIB progresserait de 1 % par an jusqu'en 2028, alors qu'il s'inscrirait en hausse plus nette chez les pays partenaires de l'Autriche, qu'il s'agisse de la zone euro ou des PECO. Les prévisionnistes expliquent cette moindre performance en premier lieu par la détérioration de la compétitivité de l'Autriche, affectée par les hausses salariales consenties et les prix plus élevés de l'énergie.

Le principal moteur de la croissance en Autriche serait la consommation privée, attendu que le taux d'épargne baisserait lentement, de 10,7 % en 2025 à 9,5 % en 2028. L'investissement des entreprises, qui afficherait un repli de 1 % en 2024, rebondirait à +3 % en 2025 mais resterait en-deçà des attentes, en raison des incertitudes économiques et des fortes hausses salariales. L'inflation se replierait autour de 2,0 % à l'horizon 2027-2028.

Le déficit public ne repasserait pas sous la barre des 3 % pendant la période sous revue, avec un pic à 3,3 % en 2028. La dette publique, sous ces conditions, progresserait de 78 % du PIB en 2024 à 81 % en 2028, dépassant les plafonds du pacte révisé de stabilité et de croissance.

A l'instar du Wifo, l'institut des hautes études économiques IHS a également révisé à la baisse ses prévisions à moyen terme. Son directeur, Holger Bonin, recommande aux partenaires sociaux plus de retenue dans les futures négociations salariales afin de rétablir la compétitivité de l'Autriche, notamment par rapport à l'Allemagne, et au futur gouvernement (élections législatives le 29 septembre) d'engager une réforme réelle des retraites afin d'en assurer la soutenabilité sur le long terme.

Inflation : repli à +3,1 % en juin

L'institut national de la statistique *Statistik Austria* a indiqué que l'inflation a atteint en juin son plus faible niveau depuis 3 ans, l'indice des prix à la consommation harmonisé ayant progressé de +3,1% en glissement annuel. Actuellement, les services, notamment dans le tourisme, restent le principal moteur de la hausse des prix (gastronomie : +7,0 % ; hôtellerie : +6,0 %). Les prix de l'alimentation n'ont progressé en juin que de 1,7 %, en nette décélération après +2,8 % en mai, quand les prix des boissons non alcoolisées se sont inscrits en hausse de 6,1%, notamment les jus de fruits et de légumes (+14,8 %) et les limonade (+7,9 %).

Finances

La République d'Autriche propose des produits d'épargne en vente directe



La République d'Autriche à travers son agence de financement de l'Etat, l'OeBFA, propose depuis avril un nouveau produit d'épargne dit « *Bundesschatz* ». Il s'agit de titres à taux d'intérêt fixe, qui peuvent être acquis directement auprès de la République d'Autriche à partir d'un montant de 100 EUR et pour des durées allant d'un mois à dix ans. Comme aucune banque n'est impliquée dans cette transaction, il n'y a pas de frais. Depuis le lancement, plus de 43 000 comptes ont été ouverts et plus de 1 Mrd EUR a été déposé. Parmi les deux versions proposées, les titres « verts » bénéficient d'une forte demande et représentent plus du quart des montants investis. A son lancement, ce produit d'épargne n'était accessible que sous forme électronique via l'application de l'Etat « ID Austria ». Après des protestations des représentants des seniors, il est désormais possible d'ouvrir son compte par voie postale et de disposer de son dépôt par voie téléphonique.

En revanche, après plus de deux ans de négociations, les conservateurs et les Verts qui forment la coalition gouvernementale n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur l'introduction d'un « compte/dépôt de prévoyance » (*Vorsorgekonto/-depot*) dont les revenus auraient été exemptés de l'impôt sur les revenus si les titres avaient été gardés plus de dix ans.

Echanges

Cinq des neuf Länder autrichiens affichent un excédent commercial en 2023

En 2023, les exportations de l'Autriche ont atteint 200,6 Mrd EUR dont 27 % pour la Haute-Autriche, loin devant Vienne (15,7 %) et la Basse-Autriche (15 %). Les secteurs phares des exportations et importations sont les machines (+32 Mrd EUR) et les appareils électriques et électroniques (+17 Mrd EUR). Cinq des neuf Länder ont enregistré une augmentation des exportations par rapport à 2022. La plus forte augmentation a été enregistrée à Vienne (+15 % soit +4,1 Mrd EUR). La Haute-Autriche, pôle industriel, a vu augmenter ses exportations de 3,4 % à 54,1 Mrd EUR. De leur côté, les importations se sont élevées à 201,6 Mrd, la part de Vienne y contribuant à plus d'un quart. Seul Salzbourg a enregistré une augmentation des importations par rapport à l'année précédente (+6,9 % soit +1,13 Mrd EUR). L'Allemagne est le principal partenaire commercial de l'Autriche, tant au niveau des exportations, dont le montant total a atteint 58,5 Mrd EUR (dont 18,3 Mrd EUR en provenance de la Haute Autriche) qu'au niveau des importations (63,8 Mrd EUR). Cinq Länder affichent un solde commercial positif, la Haute-Autriche arrivant en tête avec un excédent de 16,1 Mrd EUR, suivie par la Styrie (6,8 Mrd EUR) et le Vorarlberg (3,6 Mrd EUR). Vienne, peu industrialisée et plus orientée vers les services, affiche le déficit commercial le plus élevé (21,1 Mrd EUR).

Politique économique et sociale

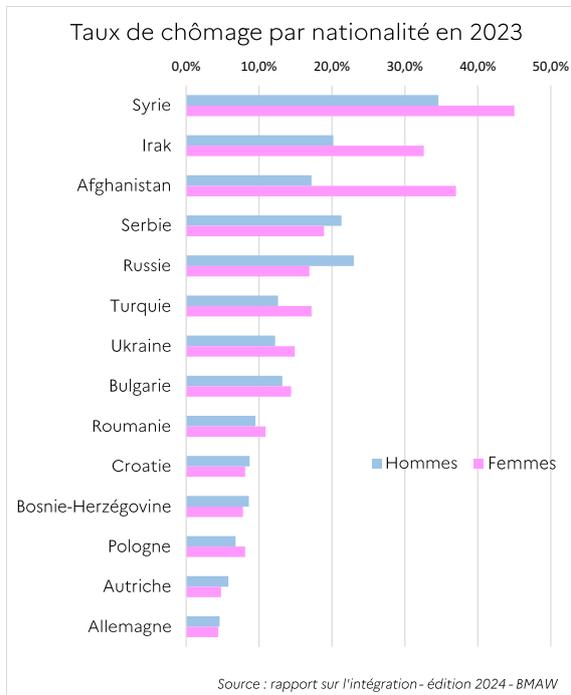
L'analphabétisme, principal obstacle à l'intégration des migrants

Mme Susanne Raab (conservatrice), ministre de la Famille et de l'Intégration, et M. Tobias Thomas, directeur de l'Institut national de la statistique, ont présenté l'édition 2024 du rapport sur l'intégration en Autriche. **Au 1^{er} janvier 2024, 27,2 % de la population autrichienne était issue de l'immigration, soit quelque 2,4 millions de personnes.** Les Allemands représentent avec près de 233 000 ressortissants le plus gros contingent résidant en Autriche, suivis des Roumains (153 400), des Turcs (124 000) et des Serbes (122 200). Selon les projections, l'Autriche pourrait compter environ 10 millions d'habitants vers 2065, uniquement grâce à l'immigration : **à partir des années 2030, le solde naturel de l'Autriche deviendrait négatif.**

Le rapport met en avant les défis que l'Autriche doit relever pour une intégration réussie, attendu que le manque de main d'œuvre qualifiée freine le développement économique. Face

aux nombreux départs à la retraite, **l'Autriche a besoin des flux migratoires** pour satisfaire les besoins de son marché du travail mais elle n'aura pas d'autres alternatives que de s'efforcer de bien intégrer cette main d'œuvre étrangère, notamment sur le plan linguistique.

Si le nombre de demandes d'asile est en recul depuis le pic de 2022, **le nombre de réfugiés et de migrants analphabètes** arrivant en Autriche, notamment de Syrie, d'Afghanistan, d'Irak ou de Somalie est en constante hausse : **23% sont analphabètes dans leur propre langue** et 65% ne maîtrisent pas l'alphabet latin. Quant aux réfugiés en provenance d'Ukraine, leur intégration, notamment sur le marché du travail, qui devrait être facilitée par un bien meilleur niveau de qualification, se heurte toutefois au défaut de structures d'accueil de la petite enfance, la majorité des réfugiés étant des femmes (70 %) seules et avec un ou plusieurs enfants.



Economie sociale et solidaire : 22 Mrd EUR de valeur créée

Pour la première fois, l'institut national de la statistique *Statistik Austria* a, pour le compte du ministère fédéral des Affaires Sociales (BMSGPK), réalisé une enquête sur l'économie sociale et solidaire en 2021 qui révèle que les quelque 6 000 organisations d'intérêt public recensées en Autriche délivrent au cours d'une année 840 millions d'heures de travail dont près de 370 millions sont rémunérées et génèrent une valeur de 12,1 Mrd EUR, tandis que 470 millions sont réalisées à titre bénévole, représentant une valeur de 10,2 Mrd EUR. Les statisticiens estiment la valeur brute totale ainsi créée à 22 Mrd EUR, soit 5,4 % du PIB en 2021.

Vaccination gratuite contre les HPV étendue jusqu'à 30 ans

La vaccination contre le papillomavirus a été introduite dans le plan vaccinal des enfants dès 2014, attendu toutefois qu'il n'existe en Autriche aucune vaccination légalement obligatoire mais seulement un certain nombre de vaccinations fortement recommandées (6) pendant les deux premières années. Depuis le 1^{er} février 2023, la vaccination contre le papillomavirus était proposée gratuitement aux enfants, collégiens et jeunes adultes jusqu'au 21^{ème} anniversaire. Le gouvernement a donc décidé de proroger entre le 1^{er} juillet 2024 et fin 2025 la vaccination gratuite contre les HPV à toute personne jusqu'à son 30^{ème} anniversaire. Le ministère fédéral de la Santé estimait qu'en 2022, environ 53 % des jeunes de moins de 14 ans avaient déjà bénéficié des 2 injections préconisées. Chez les 15-20 ans, le taux de couverture tombe à 40 % ; il ne dépasse pas 5 % chez les 21-30 ans. Les autorités sanitaires estiment que près de 900 000 personnes pourraient bénéficier de cette campagne de vaccination.

Veille sectorielle

Secteur financier

Le secteur bancaire accuse une forte dégradation de la qualité des prêts

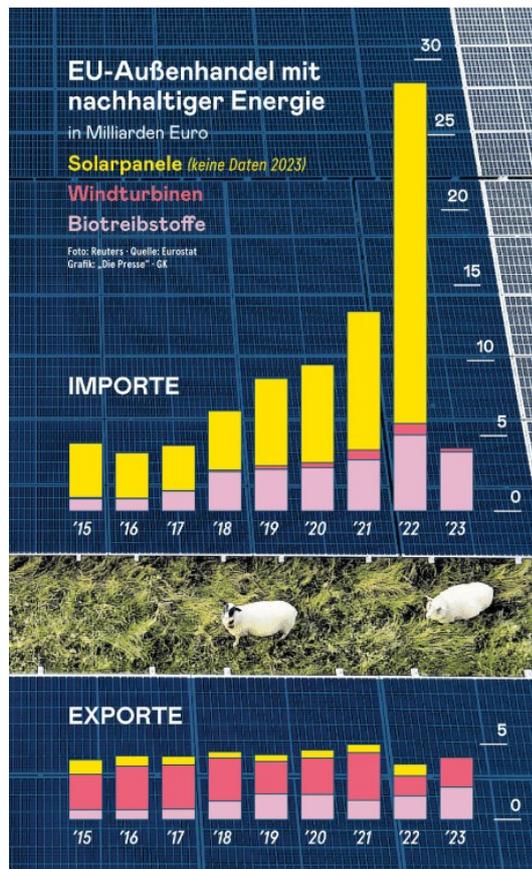
Selon le dernier rapport de la banque centrale d'Autriche, l'OeNB, sur la stabilité financière, les banques autrichiennes accusent en 2023 la deuxième plus forte dégradation (après les banques luxembourgeoises) du ratio des prêts non performants (NPL) au sein de la zone euro, passant de 2 % en 2022 à 2,6 %. La détérioration de la qualité des prêts était particulièrement importante pour les prêts accordés aux PME autrichiennes et pour les financements à l'immobilier commercial. Le ratio NPL est resté inchangé pour les prêts aux ménages. A noter également, l'importance des prêts hypothécaires à taux variable (44 % du total des prêts hypothécaires) contre 19 % en moyenne pour la zone euro.

Industrie

Magna Steyr, l'assembleur automobile, victime de la rude concurrence de l'électrique

Après la faillite de la startup étatsunienne Fisker, spécialisée dans le développement de véhicules électriques (Fisker Ocean), que l'assembleur Magna produisait depuis novembre 2022, induisant des pertes estimées à plus de 300 M EUR, le groupe industriel de pétrochimie INEOS vient de dénoncer le contrat d'assemblage de son nouveau modèle de 4x4 électrique, l'INEOS Fusilier, que Magna devait assembler dès 2027, en lieu et place du site d'Hambach. Environ 300 salariés travaillaient depuis 2 ans au développement de ce nouveau modèle. Les projections estimaient la production à quelque 30 000 véhicules, pérennisant environ 2 000 emplois. Magna Steyr avait déjà participé au développement du modèle INEOS Grenadier qui est maintenant fabriqué sur le site d'Hambach.

Le fabricant d'équipements électriques et photovoltaïques Fronius contraint de réduire massivement ses effectifs



Soumis à la concurrence chinoise et aux aléas des chaînes d'approvisionnement liés à la guerre en Ukraine, le groupe de solutions technologiques Fronius, spécialiste de la charge de batteries et des panneaux photovoltaïques, a annoncé devoir se séparer d'environ 650 salariés dont 200 à l'étranger. Déjà, début juin, la société familiale avait dû se licencier 350 employés après avoir déjà placé quelque 1 300 salariés en activité réduite.

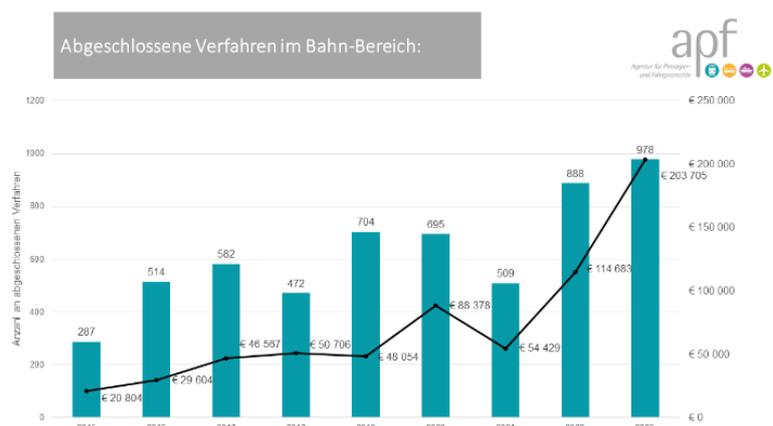
Après avoir investi en 2022 et 2023 près de 420 M EUR dans l'extension de ses capacités de production et recruté 2 000 personnes supplémentaires pour faire face à la forte demande, le groupe Fronius subit l'effondrement sous la pression chinoise d'un marché européen volatile, la suspension de certaines décisions d'investissement en raison des difficultés de prévision dans un contexte de recul des prix de l'énergie et des incertitudes quant aux aides publiques en faveur de l'installation de nouvelles installations photovoltaïques. Selon la directrice générale du groupe, le repli des nouvelles installations en Autriche atteindrait 30 à 40 % en comparaison avec 2023. Le secteur des énergies renouvelables déplore le manque de volonté des

instances européennes pour protéger l'industrie européenne face à la politique exportatrice chinoise.

Transports

Les usagers des transports ferroviaires ont déposé des réclamations en forte hausse

L'agence de protection des consommateurs en matière de transports (APF, *Agentur für Fahrgastrechte*) a achevé l'instruction, en 2023, de 5 267 réclamations dont 4 248 pour le trafic aérien, 978 pour le trafic ferroviaire et 31 pour le transport par bus. Les dédommagements des passagers ont atteint 2,5 M EUR dont 2,3 M EUR pour les passagers aériens. On observe une forte augmentation des réclamations pour le trafic ferroviaire (cf. graphique), les dédommagements atteignant plus de 203 000 EUR.



La plupart des réclamations concernaient le refus de rembourser des tickets imprimés en format PDF, des problèmes liés à l'utilisation d'un train de nuit et des contestations d'amendes.

Energie et environnement

Crise gouvernementale après le vote en faveur du règlement sur la restauration de la nature

L'adoption au Conseil Environnement du 17 juin 2024 du règlement sur la restauration de la nature a provoqué une crise gouvernementale en Autriche. La ministre de l'Environnement Leonore Gewessler (Les Verts) a voté en faveur du règlement, enfreignant les consignes de vote du chancelier fédéral Karl Nehammer (conservateur) qui avait prévenu, par lettre, la Présidence belge du refus de l'Autriche de soutenir un tel règlement. La Ministre, en revanche, a considéré qu'elle n'a aucune autorisation à demander à son chancelier. Lors d'une conférence de presse donnée en marge du dîner des chefs d'État et de gouvernement à Bruxelles, le chancelier Nehammer a annoncé vouloir introduire un recours devant la Cour constitutionnelle autrichienne pour non-respect par Mme Gewessler de la Constitution et, en parallèle, introduire un autre recours devant la CJUE pour faire reconnaître la nullité du vote de Mme Gewessler qui ne pouvait valablement engager le gouvernement autrichien en votant en faveur du projet de règlement sur la restauration de la nature. Il a ajouté qu'il ne demanderait pas au Président de la République de démettre Mme Gewessler et que la coalition ne serait pas remise en cause compte tenu de la perspective des élections législatives du 29 septembre.

Introduction d'une subvention aux panneaux photovoltaïques « made in Europe »

Après la signature, aux côtés de 22 autres Etats membres dont la France, de la Charte solaire européenne le 15 avril 2024 dans le cadre du Conseil Energie, l'Autriche passe à l'action. Ainsi, a été adopté le 4 juillet 2024 par la chambre basse du Parlement le projet de loi modifiant la loi sur le renforcement des énergies renouvelables et introduisant une subvention aux panneaux PV « made in Europe ». La majorité requise des deux tiers a été atteinte grâce au soutien du parti d'extrême droite FPÖ. Plus spécifiquement, il a été décidé d'augmenter les subventions PV existantes d'un supplément de 20 % si les composants sont issus de productions européennes. Les détails de ce dispositif doivent faire l'objet d'un texte d'application de nature réglementaire. Actuellement, les nouvelles installations PV d'une puissance supérieure à 35 kWc donnent droit à une subvention dont le montant est fonction de plusieurs critères (coûts, puissance de l'installation, taille de l'entreprise). En revanche, les installations d'une puissance inférieure à 35 kWc, dont le régime actuel de soutien public prend la forme d'une exemption de la TVA, ne seraient pas éligibles au bonus « made in Europe ».

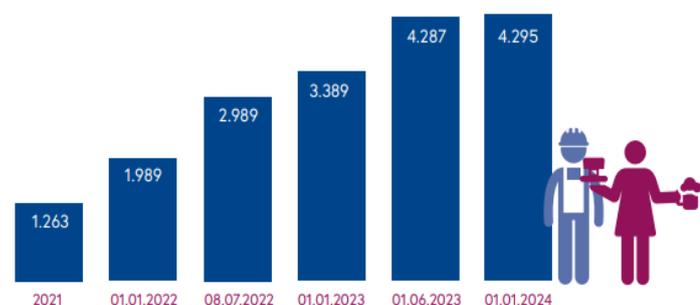
Tourisme

La demande dans les secteurs de l'hébergement et de la restauration connaît une forte croissance mais le secteur est confronté à des pénuries de main d'œuvre

En 2023, le nombre de postes vacants dans le secteur touristique a atteint 11 392 (+27,7 % par rapport à 2019). Le ministère du Travail et de l'Economie fixe des contingents pour l'emploi temporaire de saisonniers étrangers, afin de répondre à un besoin temporaire accru de main d'œuvre. Le contingent a ainsi été augmenté de nouveau en 2023 en raison de la forte demande.

Kontingente Saisoniers

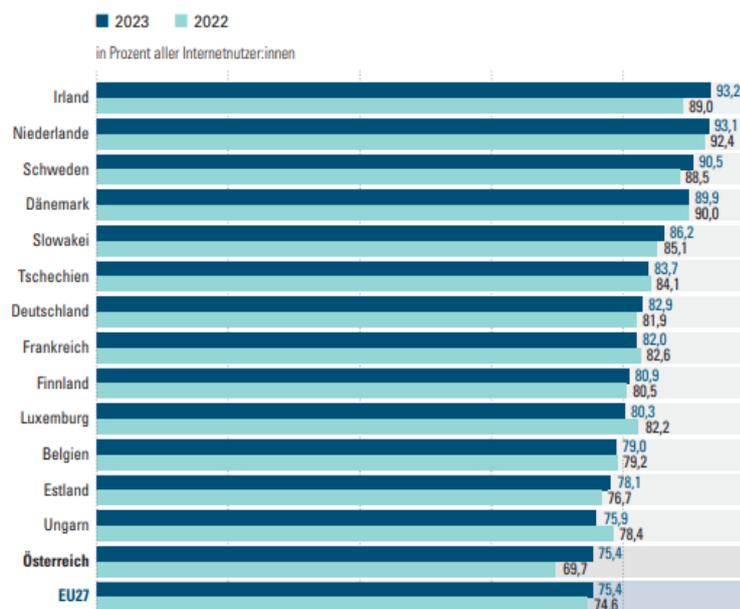
Les métiers du tourisme figuraient en 2023 sur la liste annuelle des métiers en pénurie pour l'admission de salariés qualifiés provenant d'Etats-tiers. En 2023, l'AMS a délivré un total de 1 064 avis positifs pour des cartes rouge-blanc-rouge destinées à des salariés qualifiés dans les secteurs du tourisme, de l'hébergement et de la restauration.



Quelle: BMAW

Les deux tiers des internautes autrichiens effectuent des achats en ligne

Online Shopper:innen in den Jahren 2022 und 2023 im europäischen Vergleich



Selon le rapport annuel 2023 du régulateur RTR (*Rundfunk und Telekom Regulierungs-GmbH*), l'Autriche, avec une augmentation de 8,13 %, se classe en troisième position parmi les pays qui ont enregistré les plus forts taux de croissance dans l'utilisation des achats en ligne en 2023, derrière Chypre (+12,9 %) et la Bulgarie (+10,3 %). En 2023, 75,4 % des internautes autrichiens utilisaient Internet pour faire des achats ce qui correspond à la moyenne de l'UE (chiffres Eurostat), l'Irlande arrivant pour la première fois en tête de liste avec 93,2 %, suivie de près par les Pays-Bas avec 93,09 %.

Agriculture

La Cour des comptes critique le gouvernement sur le contrôle de l'emploi des produits phytosanitaires (PPS)

Dans son rapport publié le 12 juillet, la Cour des comptes autrichienne s'est attachée à examiner l'emploi des PPS en Autriche, notamment dans la perspective de la stratégie européenne « de la ferme à la fourchette » où l'Union européenne s'est fixé comme objectif de réduire d'ici 2030 l'emploi des PPS de 50 %. Si la documentation établie par les exploitations agricoles ne soulève pas de questions fondamentales, en revanche, l'absence d'une surveillance de l'utilisation globale des PPS fait défaut (pas de tableau de bord). Par ailleurs, la Cour des comptes relève qu'il n'est pas possible de quantifier précisément l'utilisation des substances ni leur toxicité sur le consommateur et l'environnement. Les magistrats ont également relevé le manque d'indépendance entre les autorités d'homologation et celles de contrôle : ainsi, l'organisme national d'homologation des produits phytosanitaires en Autriche, le BAES, un service dépendant du ministère de l'Agriculture, s'appuie pour les procédures d'autorisation, en termes de personnel et d'organisation, sur l'Agence autrichienne pour la santé et la sécurité alimentaire (AGES), société sous co-tutelle du ministère de l'Agriculture et de celui de la Santé.

Enfin, la Cour des comptes, après avoir déploré l'absence d'harmonisation des contrôles, découlant de l'application de 9 réglementations régionales différentes, reproche le recours massif et répété à des dérogations d'urgence entre 2017 et 2021.

Grands prédateurs - la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) confirme l'interdiction de chasser le loup en Autriche

Saisie par le tribunal administratif régional du Tyrol sur les décisions administratives délivrées pour autoriser le prélèvement de loups dans ce Land et contestées par plusieurs ONG (affaire C-601/22), la Cour de justice de l'Union européenne a jugé qu'une dérogation à cette interdiction aux fins de prévenir des dommages économiques ne peut être octroyée que si la population des loups se trouve dans un état de conservation favorable, ce qui n'est pas le cas en Autriche. Les loups sont, selon la directive « Habitat », strictement protégés. Dès lors, il est, en principe, interdit de les chasser. Or, vu le développement de la population des loups en Autriche et le fait que certains États membres bénéficient d'exceptions, le tribunal administratif régional du Tyrol doutait de la validité de cette interdiction. Dans son arrêt du 11 juillet, la CJUE rappelle les conditions pour déroger à l'interdiction de chasser le loup, notamment que la population se trouve dans un état de conservation favorable - ce qui pour la Cour n'est pas le cas en Autriche -, que les dommages importants soient imputables au prédateur visé et qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante.

A noter que la CJUE a rendu une décision sur une procédure qui n'est aujourd'hui plus utilisée : les parlements régionaux prennent actuellement des ordonnances autorisant le prélèvement du prédateur, moins contestables devant les tribunaux que les décisions administratives. Les représentations agricoles autrichiennes réclament, également par la voix du ministre de l'Agriculture Totschnig, un abaissement du degré de protection du loup en Europe. Toutefois, certains juristes spécialistes du droit communautaire estiment que cet arrêt s'appliquerait également aux ordonnances régionales et interdirait de fait tout prélèvement de loups.

Relations bilatérales

Nouveau projet d'hydrogène vert entre TotalEnergies H2 et Verbund

TotalEnergies H2 (TE H2), co-entreprise de TotalEnergies et du groupe EREN, et le leader autrichien de l'électricité VERBUND, ont signé un protocole d'accord avec la Tunisie pour étudier le projet d'hydrogène vert H2 Notos, lequel sera exporté ensuite par gazoduc vers l'Europe centrale. H2 Notos, situé dans le sud de la Tunisie, vise à produire de l'hydrogène vert par électrolyse d'eau de mer dessalée, en utilisant de l'électricité renouvelable. Le projet prévoit une production initiale de 200 000 tonnes d'hydrogène vert par an, pouvant atteindre 1 million de tonnes. L'hydrogène sera transporté via le gazoduc « SouthH2Corridor », un gazoduc dédié reliant l'Afrique du nord à l'Italie, l'Autriche et l'Allemagne, dont la mise en service est prévue vers 2030. TE H2, en partenariat avec VERBUND, aura la charge du développement, du financement, de la construction et de l'opération de ce projet intégré, de la production d'électricité verte jusqu'à la production d'hydrogène vert. VERBUND coordonnera le transport de l'hydrogène produit vers l'Europe centrale.

Fermeture définitive du site Stellantis de Vienne Aspern

Comme le groupe automobile Stellantis l'avait annoncé en mars, le site de production de boîtes de vitesse de Vienne-Aspern a arrêté définitivement la production le vendredi 19 juillet. Jusqu'en 2020, le site viennois, acquis en 2017 par le groupe français PSA à l'occasion du rachat d'Opel, produisait des moteurs et des boîtes de vitesse manuelles mais la perte de General Motors comme gros client puis les difficultés d'approvisionnement en semi-conducteurs ont contraint la direction à une réduction drastique des effectifs. Au plus fort de son activité, le site de Vienne-Aspern, créé fin des années 1970 et alors exploité par la marque Opel, employait plus de 2 800 salariés. Dans le cadre de la fermeture décidée par le groupe Stellantis, un plan social a pu être mis en place afin d'aider les quelque 300 employés restants à retrouver un emploi parmi les 150 entreprises associées. Le devenir de l'emprise, qui occupe environ 60 ha, dont 17 ha bâtis, reste incertain. Il reviendra à l'agence immobilière de l'Etat, propriétaire du terrain, en coopération avec la ville-Land de Vienne, d'en assurer la reconversion.

Nouveau contrat d'Alstom avec ÖBB

Alstom annonce avoir signé un contrat avec l'opérateur historique des chemins de fer autrichiens (ÖBB) pour équiper jusqu'à 449 trains d'un système moderne de signalisation embarqué, d'une valeur de plus de 100 M EUR. Le projet, prévu pour s'étaler jusqu'en 2030, vise à améliorer la capacité d'ÖBB à assurer un transport transfrontalier fiable de passagers et de fret à travers l'Europe. Cette mise à niveau vers l'ETCS Baseline 3.6 améliorera le contrôle des trains et la sécurité, permettant des intervalles plus courts entre les trains et des capacités de freinage automatique. Les travaux seront réalisés par Alstom dans les ateliers ÖBB à Linz et à Vienne.

Principaux indicateurs économiques de l'Autriche

juil-24

	Prévisionnistes internationaux									Prévisionnistes nationaux								
	OCDE				FMI		Commission européenne			OeNB			Wifo			IHS		
	2023	mai 2024			avril 2024		mai 2024			juin 2024			juin 2024			juin 2024		
	2024	2025	2026	2024	2025	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	
Principaux indicateurs																		
Evolution annuelle en %																		
PIB en volume	-0,8	+0,2	+1,5		+0,4	+1,6	+0,3	+1,6		+0,3	+1,8	+1,5		+0,0	+1,5		+0,3	+1,6
Consommation privée (en volume)	-0,3	+0,9	+1,9				+1,3	+2,0		+1,5	+2,2	+1,6		+1,1	+1,8		+1,5	+1,8
Formation brute de capital fixe (en volume)	-2,4	-0,4	+1,2				-2,2	+2,3		-1,9	+3,0	+2,7		-2,4	+2,1		-1,4	+1,6
Exportations B&S (en volume)	-0,2	+2,6	+2,7		+1,8	+3,0	+1,2	+2,4		+1,5	+2,6	+2,9		+0,7	+2,5		+1,2	+2,2
Importations B&S (en volume)	-1,8	+3,5	+2,8		+1,8	+3,5	+1,0	+2,7		+1,5	+3,2	+3,3		+0,6	+2,9		+1,2	+2,4
Productivité (1)	-1,4	+0,3	+1,3				-0,1	+0,9		-0,1	+0,8	+0,6		+0,3	+0,3		-0,1	+0,8
Inflation (IPCH)	+7,7	+3,7	+2,9		+3,9	+2,8	+3,6	+2,8		+3,4	+2,7	+2,5		+3,4	+2,5		+3,2	+2,7
Emploi salarié (2)	+1,1	+0,1	+0,3		+0,0	+0,5	+0,4	+0,7		+0,4	+1,0	+0,9		+0,4	+0,9		+0,4	+0,8
en % de la population active (déf. eurostat)																		
Taux de chômage	5,1	5,5	5,4		5,4	5,2	5,3	5,1		5,3	5,1	5,0		5,2	5,1		5,1	4,8
en % du PIB nominal																		
Balance courante	2,2	2,3	2,1		2,1	2,1	1,9	1,7		2,8	2,9	2,9		3,0	3,0			
Solde des finances publiques	-2,4	-2,8	-2,7		-2,6	-2,3	-3,1	-2,9		-3,1	-3,3	-3,0		-3,2	-3,1		-3,0	-2,9
Dettes publiques	77,8	77,7	78,1		75,4	75,4	77,7	77,8		77,3	77,6	78,2		78,2	78,9			

Source: OCDE, FMI, Commission européenne

Source: OeNB, WIFO, IHS

(1) OeNB and WIFO: hourly productivity of labour; IHS: labour productivity per employee.

(2) WIFO: Employment adjusted for persons on parental leave, in compulsory military training or undergoing training under a program of the Public Employment Service.

Le chiffre du mois à retenir

+2,5 %

De croissance en 2024, selon la
Banque de Slovénie

Zoom sur...

Le 19 juin 2024, la Commission européenne a présenté ses recommandations aux Etats membres dans le cadre du paquet de printemps du Semestre européen 2024. Concernant les finances publiques, la Commission recommande à la Slovénie de limiter la croissance des dépenses nettes en 2025, d'assurer la viabilité des systèmes de sécurité sociale et d'améliorer l'efficacité des dépenses publiques. Dans sa deuxième recommandation, la Commission encourage la Slovénie à renforcer sa capacité administrative dans la gestion des fonds de l'UE, à accélérer les investissements et à maintenir l'élan dans la mise en œuvre des réformes. La troisième recommandation invite la Slovénie à renforcer sa compétitivité en améliorant les niveaux de compétences, en remédiant aux pénuries de main-d'œuvre, en promouvant le dynamisme commercial et la création d'entreprises à forte croissance.

Activités macroéconomiques & financières

Prévisions et indicateurs

Des perspectives plus optimistes pour 2025 et 2026

La Banque de Slovénie a relevé ses prévisions de croissance du PIB pour 2024 à 2,5 %. L'activité serait principalement soutenue par la consommation des ménages, alimentée par l'augmentation des salaires réels, mais aussi par les dépenses publiques, notamment celles liées à la reconstruction post-inondations. Pour 2025 et 2026, une croissance économique plus vigoureuse est attendue, avec des taux de 2,6 % et 2,8 %, respectivement, grâce à une demande extérieure accrue soutenant les exportations.

Ralentissement de l'inflation en juin

En juin 2024, le taux d'inflation annuel en Slovénie s'est établi à 1,5 %, marquant le taux le plus faible des trois dernières années (1,4 % en juin 2021). Sur un an, les prix des services et des biens ont augmenté en moyenne de 4,2 % et 0,2 % respectivement. Cette augmentation des prix a été principalement alimentée par la hausse des prix dans les restaurants et hôtels (+6,7 %). En revanche, les prix de l'électricité, du gaz et autres combustibles ont chuté de 7,7 %.

Echanges

Hausse des IDE en 2023, l'Autriche et la Croatie en tête

À la fin de l'année 2023, le stock d'investissements directs étrangers (IDE) en Slovénie a augmenté de 9,1 %, atteignant 22,1 Mrd EUR. Les principaux pays investisseurs étaient l'Autriche (21,6 %, principalement dans la production, le commerce de gros et de détail, et la réparation de véhicules), le Luxembourg (13,1 %, principalement dans les activités financières et d'assurance), la Suisse (11,0 %, notamment dans la production), l'Allemagne (8,7 %) et la Croatie (7,6 %). Le stock des investissements directs de la Slovénie à l'étranger a augmenté de 9,7 %.

pour atteindre 9,4 Mrd EUR, les bénéficiaires réinvestis représentant la moitié de cette augmentation. Les principales destinations des investissements slovènes ont été la Croatie (35,4 %, principalement dans l'immobilier et le commerce), la Serbie (20,4 %), la Bosnie-Herzégovine (6,7 %) et la Macédoine du nord (5,9 %). La majorité des investissements dans ces trois pays concernaient les secteurs financier et d'assurance.

Politique économique et sociale

Réforme des retraites : les discussions se poursuivent

Comme il s'y était engagé dans son Plan national de relance et de résilience (PNRR), le gouvernement slovène a présenté un projet de réforme des retraites afin d'assurer leur viabilité financière à long terme. Les principales modifications de cette réforme incluent l'augmentation progressive de la limite d'âge de 60 à 62 ans d'ici 2035 (ou de 65 à 67 ans pour ceux ne bénéficiant pas de 40 annuités de cotisations) et l'égalisation des taux de cotisation entre employeurs et employés à 13 % chacun d'ici 2030 (égalité qui s'accompagnera d'un relèvement du taux général de cotisation, passant de 24,35 à 26%). Les réformes suivent les recommandations de l'OCDE et de la Commission européenne, notamment en ajustant les pensions à l'inflation. Lors du Conseil économique et social du 12 juillet 2024, le gouvernement et les partenaires sociaux sont parvenus à un accord sur le calendrier, la dynamique et le processus de négociation de cette réforme. Les négociations devraient se dérouler sur une base hebdomadaire de septembre 2024 à février 2025.

Recommandations de l'OCDE

Dans son dernier rapport économique pour la Slovénie, présenté le 3 juillet à Brdo pri Kranju, l'OCDE recommande au gouvernement slovène de poursuivre les réformes structurelles, en particulier des systèmes de retraite et de santé, ainsi que dans le secteur public. Les défis majeurs identifiés incluent la viabilité des finances publiques, pour lesquelles une consolidation budgétaire accélérée est nécessaire pour réduire l'inflation et restaurer des marges de manœuvre et pour faire face au vieillissement de la population, justifiant l'augmentation de l'âge de la retraite en fonction de l'espérance de vie. Le rapport met également en avant les difficultés sur le marché du logement, avec une offre insuffisante et inadaptée, et recommande des mesures pour faciliter l'accès au crédit immobilier et promouvoir la construction de logements sociaux et abordables. D'autres défis incluent la décarbonation de l'économie, avec un accent sur les secteurs de l'agriculture, de l'énergie et des transports, mais aussi l'égalité des genres où des progrès doivent être réalisés.

Europe

Les ministres des Finances de Slovénie, d'Autriche et de Croatie appellent à des avancées dans la création de l'Union des marchés de capitaux

Le 28 mai, les ministres des Finances de la Slovénie, de l'Autriche et de la Croatie se sont réunis à Graz, en Autriche, pour signer une lettre adressée à la commissaire européenne aux Services financiers, Mairead McGuinness, exhortant à des progrès dans la création d'une Union des marchés de capitaux (UMC). Klemen Boštjančič (Slovénie), Magnus Brunner (Autriche) et Marko Primorac (Croatie) ont souligné la nécessité d'harmoniser le cadre réglementaire et de réduire les formalités administratives, en particulier pour les PME. Ils ont insisté sur l'importance de l'UMC pour le développement économique et les investissements dans la transformation verte et numérique. M. Boštjančič a rappelé l'engagement de longue date de la Slovénie en faveur du développement des marchés de capitaux, mentionnant une stratégie nationale adoptée il y a un an et plus de 30 mesures en cours de mise en œuvre.

Veille sectorielle

Industrie

Revoz produira la nouvelle version de la Twingo électrique à partir de 2026

Le 24 juillet 2024, un protocole d'accord a été signé pour que l'usine Revoz à Novo Mesto, en Slovénie, commence la production d'une nouvelle version de la Twingo électrique de Renault à partir de 2026. L'accord a été signé par le Premier ministre Robert Golob, le vice-président

de Renault Herbert Steiner et le président de Revoz Jože Bele. La production débutera avec un objectif de 150 000 unités par an. Cet investissement, dont le montant n'a pas été divulgué, est soutenu par le gouvernement slovène, qui a identifié le projet comme stratégique. Il vise à garantir la pérennité de l'usine Revoz, qui assemble actuellement uniquement la Clio 5, après la fin de la production des anciens modèles de Twingo et Twingo électrique cette année. Le protocole prévoit le maintien des 1 400 emplois actuels à l'usine, mais aussi la création de nouveaux postes, principalement à haute valeur ajoutée. La nouvelle Twingo électrique sera attendue sur le marché européen avec un prix inférieur à 20 000 EUR.

Transports

Luka Koper enregistre une baisse de performance au T1 2024, impactée par les tensions géopolitiques et le ralentissement économique global

Pour le premier trimestre de l'année 2024, Luka Koper, l'opérateur du seul port commercial de Slovénie, a dégagé un bénéfice net de 15,4 M EUR pour un chiffre d'affaires de 79,4 M EUR, soit une baisse respective de 7 et 1%. Sur cette période, le volume total de transbordement maritime a atteint 5,3 M de tonnes, soit une baisse de 7% par rapport au premier trimestre 2023. Cette baisse de performance s'explique notamment par l'intensification des tensions géopolitiques, notamment suite aux récentes attaques en mer Rouge. En raison du détournement des navires autour de l'Afrique, le port de Koper connaît des retards dans l'arrivée des navires pour certains services maritimes d'Extrême-Orient. Le ralentissement de l'économie mondiale a également eu un impact négatif sur la performance du premier trimestre.

Energie et environnement

Début de la construction du centre de stockage des déchets radioactifs de Krško

La première pierre symbolique, marquant le début de la construction du centre de stockage permanent pour la partie slovène des déchets faiblement et moyennement radioactifs de la centrale nucléaire de Krško, a été posée le 6 juin 2024. La construction du centre de stockage, qui se situera à Vrbinja à proximité de la centrale, devrait débuter à l'automne 2024. Ce centre de stockage devrait entrer en phase d'essais en 2027, pour être pleinement opérationnel en 2028. De leur côté, les déchets hautement radioactifs, y compris le combustible usé, qui restent radioactifs pendant plus de 10 000 ans, sont stockés dans la piscine de la centrale et en entreposage à sec sur place, où ils devraient rester jusqu'en 2103, sans solution prévue pour après cette date.

Agriculture

Les agriculteurs slovènes demandent une intervention face aux prix du blé en dessous des coûts de production

Les agriculteurs slovènes ont exprimé des préoccupations quant aux prix anticipés pour leurs récoltes de blé, qui sont une fois de plus inférieurs aux coûts de production. Franc Kūčan, vice-président du Syndicat des agriculteurs slovènes, a souligné que l'année précédente, les agriculteurs ont subi des pertes importantes en raison des importations à bas prix de blé ukrainien. Actuellement, les prix du marché ne couvrent pas les coûts de production. Face à cette situation difficile, les représentants des agriculteurs ont appelé les coopératives à garantir un prix minimum. Cependant, même avec une telle mesure, il semble improbable que les agriculteurs puissent dégager des bénéfices cette année. Les représentants des agriculteurs ont souligné la nécessité d'une intervention publique pour fournir un soutien financier aux exploitations agricoles confrontées à des pertes répétées.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication :

Rédaction :

Date de fin de rédaction : 31/07/2024

Philippe Brunel, Service économique de Vienne

SE de Vienne : S. Maynhardt, P. Chaumont, A. Blancal (vienne@dgtresor.gouv.fr)

Antenne de Ljubljana : E. Zajc, A. Magro, I. Terlevic ([ljublana@dgtresor.gouv.fr](mailto:ljubljana@dgtresor.gouv.fr))